



PREFET DE L'ISERE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

SERVICE ENVIRONNEMENT

**ARRETE PREFECTORAL de prescription spécifique N°2014 107-0072
AMENAGEMENT « Revolleyre »
COMMUNE DU GUA**

Bénéficiaire de l'autorisation : SARL Revolleyre

**le PREFET de l'ISERE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment son article L.214-18, fixant les obligations relatives aux ouvrages hydrauliques en matière de débit minimal,

VU le rapport du Directeur départemental des Territoires en date du 06 janvier 2014,

VU l'avis favorable du Conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 23 janvier 2014,

VU le projet d'arrêté préfectoral envoyé au bénéficiaire de l'autorisation en date du 12 février 2014,

VU l'absence de réponse du bénéficiaire de l'autorisation,

CONSIDÉRANT que la prise d'eau dénommée « **Jonier** » (identifiant ROE n°73189), liée à l'aménagement hydroélectrique « Revolleyre » dérivant les débits du cours d'eau **Jonier** est soumise aux obligations définies par l'article L.214-18 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que l'aménagement précité, ayant une existence antérieure à la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, est aujourd'hui exploité par la SARL Revolleyre,

CONSIDÉRANT que la SARL Revolleyre, dénommée ci-dessous l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions de l'article L.214-18 du code de l'environnement,

Proposition de la Secrétaire Générale adjointe, Secrétaire Générale par intérim de la Préfecture de l'Isère,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : DÉBIT RÉSERVÉ

Le débit à maintenir dans la rivière immédiatement en aval de la prise d'eau dénommée «Jonier», ne devra pas être inférieur à la valeur du dixième du module, soit :

douze litres par seconde (12 l/s), ou au débit naturel du cours d'eau en amont de la prise si celui-ci est inférieur à cette valeur.

Cette valeur est exigible à compter du 1^{er} janvier 2014.

L'autorité administrative se réserve la possibilité de réajuster ultérieurement la valeur de ce débit minimal, notamment après une expertise ou un suivi de l'effet du nouveau débit ou lors du renouvellement du titre d'autorisation notamment dans le cas où le débit minimal biologique serait supérieur à cette valeur.

La valeur retenue pour le débit restitué sera affichée à proximité immédiate de la prise d'eau et de la centrale, de façon permanente et lisible pour tous les usagers du cours d'eau.

ARTICLE 2 : DISPOSITIF DE RESTITUTION

La restitution de ce débit minimal devra être assurée par un dispositif fiable, accessible, contrôlable visuellement. Ce dispositif est exigible sous réserve du fonctionnement effectif de la prise d'eau.

L'exploitant devra présenter, au service Police de l'Eau, pour validation son projet de dispositif de délivrance de ce débit minimal et le descriptif technique des modalités de contrôle dans un délai de six mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : RÉSERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 : PUBLICATION ET INFORMATION

Le présent arrêté sera affichée dans la mairie du Gua pendant au moins un mois, et sur le site internet de la Préfecture de l'Isère pendant une durée d'au moins un an.

ARTICLE 5 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, 38000 Grenoble :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification de la décision.
- par les tiers dans un délai d'un an suivant la publication ou l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service ou la réalisation de l'installation, l'ouvrage, travaux et

activités n'est pas intervenue dans les 6 mois après publication ou affichage, le délai de recours continue à courir pendant 6 mois à compter de cette mise en service.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

La Secrétaire Générale adjointe, Secrétaire Générale par intérim de la Préfecture de l'Isère,

Le Maire de la commune du Gua,

La Directrice Départementale des Territoires,

Le Chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,

Le Commandant du groupement de la Gendarmerie de Grenoble,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque Mairie des communes concernées.

GRENOBLE / LE

LE PRÉFET

Pour le Préfet par délégation
1^{er} Secrétaire Général par intérim

Pascale PREVEIRAUT

17 AVR. 2014